

MONDE

Iran : le bras de fer continue. L'opposition a massivement manifesté à Téhéran pour dénoncer le résultat officiel de la Présidentielle. M. MOUSSAVI a appelé à une journée de deuil pour les sept personnes tuées dans des heurts entre ses partisans et les miliciens. Les restrictions faites aux journalistes rendent difficile la circulation de l'information sur la situation. Internet est devenu une tribune pour la contestation iranienne. Des images de qualité moyenne, visiblement tournées à la hâte, ont continué à être téléchargées. Nicolas SARKOZY s'est dit « *profondément préoccupé par les développements de la situation politique en Iran* » et a demandé que « *toute la lumière* » soit faite sur le déroulement de la présidentielle. Les Etats-Unis sont « *profondément inquiets* », suite aux informations faisant état de violences et d'arrestations.

Afghanistan : Présidentielle. La France a été sollicitée pour aider à l'organisation du scrutin. Des émissaires ont rencontré le président afghan Hamid KARZAI, à qui ils ont fait des propositions visant à assurer l'égalité entre les candidats à l'élection présidentielle du 20 août. « *L'idée est d'essayer de multiplier les précautions pour faire en sorte que le principe d'égalité entre les candidats soit respecté* », a expliqué le constitutionnaliste Guy CARCASSONNE, accompagné du représentant spécial de la France pour l'Afghanistan et le Pakistan, Pierre LELLOUCHE.

Régulation des marchés financiers : les propositions d'OBAMA. Le président américain Barack OBAMA a précisé son projet visant à renforcer le contrôle des autorités sur le monde de la finance, la plus vaste réforme depuis la Grande dépression. « *Ce n'est pas nous qui avons choisi la manière dont cette crise s'est déclarée. Mais nous avons le choix* » des suites à donner a-t-il dit. Le but affiché de la réforme est de s'attaquer aux fragilités du système financier américain, dont la crise a démontré la vulnérabilité. Au menu : la création d'un Conseil de surveillance des services financiers, dont la présidence reviendra au Trésor ; la supervision d'un régulateur unique les plus grandes institutions financières du pays par la Fed. Pour assurer la stabilité du système, l'administration va également relever le niveau de capital que devront posséder « *toutes les institutions* » financières, avec des obligations plus contraignantes pour les plus importantes d'entre elles.

Défense anti-missile. Le secrétaire américain à la Défense Robert GATES a ordonné le déploiement d'un système de défense à proximité de l'île d'Hawaï pour parer un éventuel tir de missile de la Corée du Nord au-dessus de l'océan Pacifique. « *Nous sommes en bonne position, si cela s'avérait nécessaire, de protéger les Américains et le territoire américain* », a-t-il affirmé.

EUROPE

Conseil européen : l'Irlande et BARROSO. Les deux questions à l'ordre du jour du sommet européen étaient la proposition d'un second mandat à la tête de l'exécutif européen pour le Portugais conservateur, ainsi que l'organisation d'un nouveau référendum en Irlande sur le Traité de Lisbonne.

Référendum irlandais : chances et assurances. Il doit être organisé à l'automne. Selon le secrétaire d'Etat irlandais aux affaires européennes, Dick ROCHE, il permettra d'obtenir un « oui massif ». Mais l'Irlande demande un certain nombre de garanties (sans réouverture des délicates négociations). Spécificités irlandaises : neutralité militaire, interdiction de l'avortement et taux d'imposition extrêmement bas. Dublin pourra par ailleurs conserver « son » commissaire européen. Le gouvernement irlandais va faire voter une nouvelle législation explicitant son engagement de neutralité militaire, avant le référendum. Le Premier ministre Brian COWEN a expliqué que les lois envisagées signifiaient qu'une participation de l'armée irlandaise aux opérations de l'Agence européenne de Défense (AED) serait conditionnée à un accord du gouvernement et du Dail (chambre basse). Selon la nouvelle législation, l'Irlande ne participerait qu'aux projets qui lui bénéficient et qui renforcent le rôle traditionnel du pays dans les opérations de maintien de la paix.

Le soutien des 27 à BARROSO. Un « soutien » des chefs d'Etat, et non une proposition écrite, qui témoigne du souci du Conseil européen de ménager un Parlement européen fraîchement élu. Une autre question qui reste en suspens est la date du vote des parlementaires européens. La chancelière

Angela MERKEL, qui était restée jusqu'à présent discrète sur l'échéance, semble avoir pris parti. « *Nous plaidons pour que le Parlement européen, conformément à ce qu'il a dit avant les élections, soit en mesure de se prononcer dès juillet* ». Elle n'a pas ajouté « *si le Parlement le souhaite* », comme elle l'avait fait aux côtés de M. SARKOZY précédemment. Le dernier mot reviendra aux responsables des groupes politiques du Parlement, après les tractations à venir.

Les positions au Parlement. Côté socialiste, le président sortant du groupe Martin SCHULZ, qui devrait être reconduit, a été clair. « *Le groupe socialiste ne va pas voter pour lui en juillet et on ne va pas voter pour (qu'il y ait) un vote en juillet. C'est absolument prématuré* ». S'il devait malgré tout se présenter aux suffrages en juillet, M. SCHULZ a estimé que M. BARROSO n'aurait « *pas de majorité au Parlement* ». Pour Martine AUBRY « *de toute façon, tous les Français voteront contre M. BARROSO* », mais elle a reconnu que tous les socialistes n'étaient pas forcément sur cette ligne : les Espagnols, Britanniques et Portugais devraient voter pour. Côté PPE, la position est différente. Le Président sortant du Parlement Hans-Gert POOETTERING a plaidé pour la « *désignation* » rapide de M. BARROSO, de manière à garantir une « *continuité* ». Le vote se déroule à bulletin secret.

Présidence du Parlement. Les négociations se poursuivent. Le groupe PPE (264 députés) et le groupe PSE (162 députés auxquels il convient d'ajouter 21 Italiens qui vont les rejoindre, soit 182 au total) seraient en pourparlers pour reconduire l'accord technique qui leur fait, depuis de nombreuses années, se partager la présidence du Parlement. Les présidents de 20 délégations (sur les 27 que compte le PSE) se sont prononcés en faveur d'un tel accord, les Français s'y sont refusés. Reste à élire un président. Côté conservateur, deux candidats sont en lice : l'Italien Mario MAURO et l'ancien Premier ministre polonais Jerzy BUZEK. Le PPE se prononcera en interne le 7 juillet et une primaire est envisagée si aucun des candidats ne renonce.

L'UE soutient le Pakistan. Le président pakistanais Asif Ali ZARDARI a demandé un soutien de l'Union européenne à l'économie de son pays, afin d'endiguer la pauvreté, l'extrémisme et le terrorisme, au cours d'un sommet sans précédent entre l'UE et le Pakistan. Pas de demande d'aide humanitaire, mais des marchés européens plus ouverts aux produits pakistanais. La Commission a annoncé malgré tout une nouvelle aide humanitaire de 65 millions d'euros pour les réfugiés du Swat, en plus des 485 millions d'euros pour le développement promis à Tokyo. « *Nous ferons plus aussi côté commerce* », a promis la commissaire aux Relations extérieures, Benita FERRERO-WALDNER.

L'Allemagne légifère sur les rémunérations de dirigeants. Les chrétiens-démocrates de la chancelière Angela MERKEL et les sociaux-démocrates, partenaires au sein de la coalition au pouvoir, ont voté le texte rédigé en réaction à la crise économique. En vertu de cette nouvelle loi, les membres des conseils d'administration devront fixer les rémunérations des dirigeants des entreprises, et seront tenus responsables si celles-ci étaient jugées excessives.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Euro-méditerranée. L'UPM se réunira de nouveau, au niveau des chefs d'Etat l'année prochaine. Après le sommet à succès du 13 juillet 2008, l'Union Pour la Méditerranée, chère à Nicolas SARKOZY, a connu un coup de frein brutal lors des bombardements israélien de Gaza. Entre temps toutefois on a trouvé des compromis pour un secrétariat général à Barcelone, ainsi que six Vice-secrétaires généraux dont un palestinien et un Turc. On vient de se mettre d'accord ces derniers jours pour une nouvelle réunion au niveau des Chefs d'Etats en juillet 2010. L'occasion d'un bilan et de relance du processus enlisé depuis les événements de Gaza.

Rallonge budgétaire. La Chambre des représentants américains a approuvé 106 milliards de dollars supplémentaires destinés, au financement des guerres en Irak et en Afghanistan, pour 2009.

Parité à l'égyptienne. Le Parlement a voté une loi réservant 64 sièges aux femmes à l'Assemblée du peuple (chambre basse). Cette réforme fait suite à une promesse du président égyptien Hosni MOUBARAK. La nouvelle loi augmente également le nombre total de sièges au Parlement, qui passera de 454 à 518 à partir des élections législatives de l'an prochain.

L'Afrique australe en Afrique du Sud. Les dirigeants de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) se réuniront ce samedi à Johannesburg pour discuter de la crise à Madagascar, quatre jours après la suspension de la médiation internationale.

Algérie : embuscade meurtrière. Des insurgés algériens ont tué 18 gendarmes et un civil lors d'une embuscade tendue mercredi soir contre un convoi des forces de sécurité. Il s'agit de l'agression la plus meurtrière depuis près d'un an. L'attaque a fait huit blessés, deux civils et six gendarmes.

Le remaniement de l'équipe gouvernementale est attendu pour le début de la semaine prochaine. Il s'agit au minimum de remplacer deux ministres qui vont partir siéger au Parlement européen : Rachida DATI (Justice) et Michel BARNIER (Agriculture). Mais le remaniement pourrait être plus large. *Voici les rumeurs...*

Les ministres qui pourraient partir.

- Bernard KOUCHNER (Affaires étrangères). La nomination de son conseiller spécial et bras droit Eric CHEVALLIER au poste d'ambassadeur en Syrie en serait le premier signe.
- Roger KAROUTCHI (Relations avec le Parlement). En perte de vitesse après la loi Création et Internet et sa défaite aux primaires UMP pour les régionales en Ile-de-France. Le Point annonce la nomination du député Nouveau Centre, Maurice LEROY, à sa place.
- Luc CHATEL (Secrétariat d'Etat à l'Industrie et porte-parolat). Pour obtenir un ministère plein. Son entourage a précisé n'être pas demandeur, même s'il espère conserver la fonction de porte-parole.
- Dominique BUSSEREAU (Secrétariat d'Etat aux Transports). Ce proche de Jean-Pierre Raffarin serait remplacé par Axel Poniatowski, député UMP et président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.
- Christine BOUTIN (Logement). La question de son départ est posée, même si le courant qu'elle représente jouerait plutôt en faveur de son maintien.

Les personnalités d'ouverture qui pourraient rejoindre le gouvernement.

- Claude ALLEGRE, ancien PS. « *Si je redeviens ministre, ce sera dans un domaine précis.* »
- Christophe GIRARD, PS. « *Un appel du président de la République ne peut laisser indifférent, ça mérite réflexion.* »
- Corinne LEPAGE, MoDem. « *Je ne peux pas clairement dire non à une proposition qui ne m'a pas été faite. Je n'ai pas reçu d'appel, mais je serai sensible à la proposition pour voir ce que c'est.* »

Les personnalités d'ouverture qui refusent.

- Yann ARTHUS-BERTRAND, photographe. « *Ce n'est pas du tout mon truc, et je serais incapable de négocier. (...) C'est définitivement non.* »
- Jean-Luc BENNAHMIA, MoDem. « *En aucun cas, je ne peux entrer dans ce gouvernement.* »
- Malek BOUTIH, PS. « *Je ne suis pas intéressé et je ne suis pas demandeur.* »
- Richard DESCOINGS, directeur de Sciences-Po Paris. « *Ce serait ruiner le sens même de ma démarche que de prendre le ministère de l'Education nationale.* »
- Jack LANG, PS. « *Ministre pour quoi faire ? Pour assumer une orientation que je désapprouve ?* »
- Marielle de SARNEZ, MoDem. « *Ce n'est pas mon programme et ce n'est pas ce qui m'anime dans mon engagement politique.* »

Prem's ! Malgré les réticences internes Le PS lance le débat sur les « primaires » pour la présidentielle de 2012. Objectif : favoriser l'unité à gauche et donner une vraie légitimité au candidat désigné. Pressée d'avancer sur cette question, Martine AUBRY a proposé, devant le Bureau national du parti, que le débat soit tranché « *après les élections régionales de mars et avant l'été 2010* », et a ainsi rappelé sa volonté de construire la « *maison commune de la gauche* », « *sans préalable et sans hégémonie à l'égard de nos partenaires* ». Une Convention du parti devra décider de l'organisation d'une éventuelle primaire après modification des statuts. Le dernier mot reviendra aux militants.

Elysée : combien ça coute ? 113 millions d'euros en 2008. C'est le budget 2008 de la présidence de la République, selon les chiffres de Bercy, relevés par le député apparenté PS René DOSIERE. Dans son rapport, intitulé « *Transparence du budget de l'Elysée : promesses non tenues* », l'élu de l'Aisne constate une augmentation de 18,5 % des dépenses de l'Etat, un rythme « *sept fois supérieur à l'évolution du budget de l'Etat* ».

En Rafale ? Les Emirats arabes unis ont transmis à la France les spécifications pour l'équipement de l'avion de combat assemblé par Dassault Aviation. Le président Sarkozy a affirmé avoir "une idée très précise" des délais nécessaires à la conclusion d'un accord, qui porterait sur l'acquisition de 60 Rafale, sans en dire davantage.

Sondages. Les cotes de popularité de Nicolas SARKOZY et François FILLON décollent. Le chef de l'Etat progresse de 7 points, avec 47 % (contre 50) d'opinions positives. Son Premier ministre gagne, lui, 6 points et repasse la barre des 50 % de popularité. Ces gains émanent de personnes sans proximité partisane. Il reste toujours aussi fort chez les plus de 65 ans (66 %). Seuls les 18-34 ans lui sont majoritairement hostiles.

PARLEMENT

Congrès à Versailles ce lundi

Le Parlement se réunit toute la journée de lundi. Les Socialistes et François BAYROU ont annoncé qu'ils participeraient au Congrès mais ne prendraient pas part au débat, qui se déroulera après l'allocution de Nicolas SARKOZY, après son départ (la constitution prévoit que le débat doit avoir lieu en dehors de sa présence).

Des tribunes pleines. Le président (UMP) de l'Assemblée nationale Bernard ACCOYER a convié les anciens présidents de la République et les anciens Premiers ministres. Faute de places suffisantes dans l'hémicycle, les membres du gouvernement assisteront au discours de Nicolas SARKOZY depuis les tribunes. Seuls le Premier ministre François FILLON et quelques ministres siègeront donc dans l'hémicycle. M. ACCOYER a également invité les 72 eurodéputés français.

Combien ? Le dernier Congrès, réuni le 21 juillet 2008, avait coûté 231.571 euros, selon les services de l'Assemblée nationale. Il s'était déroulé sur un seul après-midi. Pour limiter les coûts, la présidence de l'Assemblée a prévu que les parlementaires se restaurent à la buvette du château de Versailles.

Assemblée nationale

TVA réduite à 5,5 % dans la restauration. Adoptée dans le cadre du projet de loi sur le tourisme. Elle sera effective à compter du 1^{er} juillet. Le texte prévoit aussi une refonte du classement hôtelier et l'adoption d'une cinquième étoile et définit les missions confiées à « Atout France », nouvelle agence de développement touristique en France dont la présidence a été confiée à l'ancien ministre Renaud DONNEDIEU de VABRES. La gauche s'est montrée hostile à la baisse de la TVA en raison des « lourdes conséquences pour les finances publiques ».

Grenelle 1. Adopté en seconde lecture à une large majorité par les députés (466 voix contre 5, et 21 abstentions), le projet de loi reviendra en seconde lecture les 1^{er} et 2 juillet au Sénat. Principaux points : la division par 4 des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050, l'objectif de 23 % d'énergies renouvelables ; l'intégralité du Plan Bâtiment, avec notamment la confirmation de la norme de 50 kWhEP/m²/an exprimée en énergie primaire...

Lobbying. Le président Bernard ACCOYER a annoncé que les groupes d'intérêt seraient bientôt inscrits sur un registre après signature d'un code de bonne conduite, et la distribution de badges d'accès à leurs représentants à partir de « listes publiques » fixées par le Bureau de l'Assemblée.

Sénat

Crédit à la consommation. Adoption du projet de loi qui s'attaque notamment aux dérives du crédit renouvelable (ou revolving). Le texte a été adopté par 199 voix contre 139. Le texte prévoit notamment que le montant total dû par l'emprunteur devra désormais figurer de manière claire sur toutes les publicités.

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et de Mayotte. Adaptation aux personnes exerçant la profession de marin de la loi portant modernisation du marché du travail

Communications. Mise en œuvre du programme de développement des soins palliatifs. / Mise en œuvre des États généraux de la presse écrite. / Généralisation du revenu de solidarité active.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Sortie de la récession à la fin de l'année ? L'INSEE envisage prudemment une stabilisation de l'activité économique au dernier trimestre. Mais 2009 n'en verra pas moins une chute du PIB de 3%, du jamais vu depuis 1949, et une forte remontée du chômage, jusqu'à 10,1% de la population active.

Michelin à plat. Bibendum maigrir ! Le fabricant de pneumatiques va supprimer dans trois de ses sites français 1.093 postes : Montceau-les-Mines (477 postes), Joué-les-Tours (340) et Noyelles-lès-Seclin (276). Ce dernier devrait fermer en 2010. Coût de la restructuration 130 millions d'euros.

Travailler plus pour gagner moins... British Airways demande à ses salariés de travailler gratuitement. La compagnie aérienne a fait état le mois dernier d'une perte annuelle record. Cet appel aux employés de la compagnie en Grande-Bretagne leur demande de se porter volontaires pour une période allant d'une semaine à un mois de congé sans solde ou de travail non payé. 1.000 personnes auraient accepté.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Scolarité française à l'étranger. Auditionné à l'Assemblée nationale, le Ministre des Affaires étrangères et européennes, Bernard KOUCHNER, a fait savoir que la mesure de prise en charge des frais de scolarité ne sera pas - pour l'instant, crise oblige - étendue au delà des classes de Lycée. Pour le Sénateur Robert del PICCHIA, il n'y a pas abandon de la promesse électorale du Président de la République. Dans sa lettre de candidature, Nicolas SARKOZY avait en effet *annoncé la prise en charge par l'Etat pour les seules classes de Lycée*. Lors de la discussion budgétaire, Robert del PICCHIA a proposé de faire à la fin de l'année 2009 un bilan des trois classes - Terminales, Premières et secondes - sur la base des tarifs en vigueur et de mettre en place une grille de prise en charge maximum par établissement, de façon à éviter que les écoles hors du réseau de l'AEFE ne puissent augmenter indûment les frais de scolarité payés par l'Etat.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Foyer de grippe A (H1N1) en France. 15 élèves ont été hospitalisés en Haute-Garonne, constituant le premier foyer français de grippe par contamination indirecte. Les enfants ne sont pas en danger. Par ailleurs, la Nouvelle-Zélande a confirmé 63 nouveaux cas, ce qui porte le total à 216

Est-il absurde de désirer l'impossible ? Environ 600.000 candidats des séries générale et technologique ont planché sur cette question de philo, la première du bac 2009. Les 622.322 candidats sauront le mardi 7 juillet s'ils ont obtenu le diplôme du premier coup ou s'ils doivent passer l'oral de rattrapage, dont les résultats tomberont samedi 11 juillet : www.education.gouv.fr.

La Scientologie sur la sellette. La dissolution de la branche française de l'Eglise de Scientologie a été requise par le parquet de Paris au procès où le groupement est jugé pour « *escroquerie en bande organisée* ». Le jugement du tribunal correctionnel doit être rendu à l'automne prochain. La Scientologie nie les charges et se dit victime d'une atteinte à la liberté de religion.

Paris en tête. La capitale se classe en tête d'un sondage sur l'image de marque de 50 grandes villes, devant Sydney et Londres. L'étude mesure la perception de chaque ville, qui influence les choix sur les endroits où vivre, travailler et partir en vacances. Les dix premières villes sont dans l'ordre Paris, Sydney, Londres, Rome, New York, Barcelone, San Francisco, Los Angeles, Vienne et Madrid. En queue de peloton, on retrouve le port saoudien de Djeddah, Bombay ou Le Caire.

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

Mars a eu de l'eau. Une équipe américaine aurait apporté la preuve de la présence, il y a des milliards d'années, d'un lac sur la planète rouge. Les images de la sonde de la NASA montrent un canyon d'une cinquantaine de kilomètres de long où les chercheurs estiment que de l'eau a coulé avec apparemment des restes de plage entourant un bassin.

Une fusée vers la Lune. La NASA a lancé une fusée inhabitée, transportant deux sondes d'exploration du sol, une première étape vers un retour des Etats-Unis sur la Lune d'ici à 2020. 2à ans après AMSTRONG les américains se préparent à aller « *remarcher sur la lune* ».

CARNET

Mariage

Madeleine ELIE et François COURANT, secrétaire général adjoint de l'Assemblée des Français de l'étranger, nommé secrétaire des affaires étrangères par arrêté du 4 juin 2009.

La Rédaction leur adresse ses sincères félicitations et tous ses vœux de bonheur aux mariés.

Nominations

Georges SERRE, ambassadeur au Cameroun, devrait être nommé directeur général adjoint de la direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats, au Quai d'Orsay.

Pierre-Antoine MOLINA, conseiller juridique à la Représentation permanente à Bruxelles.

Elisabeth LAURIN, jusqu'alors directrice adjointe d'Asie et Océanie du MAE, ambassadeur à Séoul.

Axel DUROUX nommé directeur général du groupe TF1.

Philippe VAL, ancien directeur de « Charlie Hebdo », est nommé directeur de France Inter.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr